

Si vous avez des difficultés pour visualiser ce message,
[consultez la copie web](#)



HebdoLettre n°122 - 24 juin 2019



Certificat d'existence : le désengagement permanent

Madame, monsieur, chers élus, chers amis,

Dès 2002, en France, les retraités ont pu déclarer sur l'honneur qu'ils étaient vivants pour percevoir leur pension, sans avoir à passer par la mairie pour le démontrer. Puis cette formalité a disparu, depuis que l'INSEE prévient les caisses du décès des bénéficiaires des pensions.

Les retraités français de l'étranger sont toujours traités selon la procédure datant du siècle dernier. Ils doivent faire signer un certificat d'existence par le consulat ou une autorité locale, parfois plusieurs fois par an (un certificat par caisse). Les caisses envoient leurs formulaires par la poste même dans les pays où il n'y a pas de poste !

Nos retraités se heurtent parfois à la difficulté de faire signer un document non traduit dans la langue locale à des fonctionnaires étrangers.

Ils vivent en permanence dans l'angoisse qu'on leur coupe leur pension sans préavis.

Il y a dix ans déjà à l'AFE (Assemblée des Français de l'étranger), je témoignais du problème en ces termes : "Imaginez le stress vécu par certains de nos aînés expatriés lorsqu'ils sont dans une situation d'éloignement géographique, atteints d'un handicap, affectés d'une santé fragile ou victimes d'une perte d'autonomie..." ([lien](#)).

Élu au Sénat, j'ai cru que nous pourrions toucher au but, comme ce 7 décembre 2016, lors d'une réunion que j'avais organisée avec les représentants de la Cnav, de la Sécurité sociale, de l'Agirc-Arrco et de Gip-Retraite (lire : "[Certificat de vie : bientôt le bout du tunnel ?](#)"). Mon objectif était alors de nous inspirer des accords de l'Allemagne avec d'autres pays qui l'informent automatiquement des décès de ses retraités à l'étranger.

En 2017, j'avais proposé au ministre **Jean-Baptiste Lemoyne**, comme à la DFAE (direction des Français de l'étranger), que la signature apposée par nos consulats fasse l'objet d'une facturation.... aux caisses de retraite. Une idée destinée à inciter les caisses à dématérialiser leurs procédures, au lieu de faire subir le coût de leur bureaucratie au MEAE et d'imposer des paperasseries d'un autre temps à nos retraités.

Dans son rapport "[la Mobilité Internationale des Français](#)" (sept. 2018), la députée **Anne Genetet** avait remarquablement analysé la situation de nos compatriotes retraités à l'étranger en la qualifiant de "maltraitance administrative". Elle ajoutait que la forme actuelle des certificats "n'est plus acceptable car elle conduit à des situations désastreuses".

Contre toute attente, au lieu de suivre ses recommandations, la direction de la sécurité sociale a émis une circulaire consternante qui dégrade encore la situation. Elle demande aux consulats de nombreux pays de cesser de signer les certificats de vie et d'orienter les usagers exclusivement vers les autorités locales.

Je veux saluer la conscience morale des consuls ou acteurs des services sociaux qui m'ont exprimé leur réticence face à cette injonction. Ils savent mieux que personne que les plus faibles, les plus âgés, les plus isolés deviendront tôt ou tard des laissés-pour-compte de notre système.

En plus de la détresse humaine, notre administration consulaire se heurte aussi à des situations ubuesques. Ainsi, dans un pays nordique, on recense deux fonctionnaires retraités. Comme il revient au consul de leur expédier leur mandat, l'administration lui demande de veiller au fait qu'ils soient toujours en vie... tout en lui interdisant, dorénavant, de signer leurs certificats d'existence.

En déplaçant le problème plutôt que de dématérialiser la procédure pour le régler, la sécurité sociale aggrave la situation pour les retraités. Elle alimente non seulement la perception du désengagement permanent vis-à-vis des Français de l'étranger mais dédaigne également l'action du Parlement.

Fidèlement,

Olivier Cadic



BREXIT MEANS BREXIT - SAISON 2 : J-129 Nouveau délai : 31 octobre 2019

Le compte à rebours est relancé !

3 ans après le référendum, je suis heureux de constater que le Royaume-Uni est toujours membre de l'Union européenne. Merci à "In Limbo" qui témoigne sans relâche du traumatisme quotidien d'Européens victimes du Brexit. @InLimboBrex



Brexit : accueil d'une délégation de la Chambre des Lords (vidéo 6m)

Notre groupe de suivi Brexit a accueilli une délégation de la Chambre des Lords, composée de la Baroness **Kishwer Falkner** et des deux Lords **Charles Hay** et **Robin Terverson**. L'occasion de ramener l'attention sur le sort des Européens du Royaume-Uni.

[En savoir +](#)

QAG – Affaire Ghosn : ma question au gouvernement (vidéo 2m)

J'ai interpellé notre ministre sur le sort de notre compatriote **Carlos Ghosn**, retenu au Japon : que comptez-vous faire auprès de vos homologues japonais pour que les droits de la défense de M. Ghosn soient respectés, en lui permettant notamment, au bout de 7 mois, d'accéder à son dossier ?!

[En savoir +](#)



Discours de politique générale au Sénat

Le 13 juin, j'ai voté en faveur de la déclaration de politique générale du Premier ministre. Comme **Edouard Philippe**, j'observe lors de chacun de mes déplacements à l'étranger que "notre pays, qui a tout et que le monde envie, a perdu confiance". Oui, il est indispensable de "réconcilier la France avec elle-même".

En savoir +



Taxe sur les services numériques – Mes 4 interventions (vidéos)

J'ai voulu atténuer les conséquences dommageables de la taxe dite Gafa pour nos entreprises et qui renforcera notre réputation d'instabilité fiscale. A nouveau, la France introduit seule dans son coin un dispositif fiscal.

[En savoir +](#)



Conférence « Weimar » sur la Cybersécurité : mes interventions (2 vidéos)

Allons-nous vers des cyberguerres ? Qu'en est-il de nos capacités offensives dans ce domaine ? Au Sénat, le 20 juin, lors de la conférence "Triangle de Weimar" (Allemagne, France, Pologne), j'ai répondu à ces questions en rappelant d'emblée que nous sommes déjà en cyberguerre...

[En savoir +](#)



Paris accueille la 14ème édition du "Parliamentary Intelligence Security Forum" (vidéo 4m)

A l'initiative de la députée **Sonia Krimi**, auteure d'un rapport sur le financement du terrorisme international, l'Assemblée nationale a accueilli ce 20 juin un forum parlementaire sur la Sécurité, présidé par **Robert Pittenger**, ancien parlementaire de Caroline de Nord. Je suis intervenu en conclusion de cet événement qui a réuni les délégués d'une quarantaine de nations.

[En savoir +](#)



Question écrite : réponse évasive du gouvernement sur le contrôle des investissements étrangers

Le décret dit « Montebourg » (2014), relatif aux investissements étrangers soumis à autorisation préalable, est-il mis en œuvre pour filtrer et repousser des investissements lorsque ceux-ci constituent un risque majeur pour notre souveraineté ? Si c'est le cas, j'ai souhaité obtenir un état statistique du gouvernement...

En savoir +



Question écrite : souffrance animale et élevage des poulets

J'ai attiré l'attention du ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation sur le mode d'élevage des poulets dans la filière "volaille de chair". En matière d'élevage intensif, il faut pour le moins atténuer la souffrance animale, au nom du respect dû à toute forme de vie.

En savoir +



Politique spatiale du Luxembourg – Ma question (vidéo 30s)

Le Luxembourg a fait de l'espace une priorité au même titre que la finance. Le Grand-Duché est le premier pays européen à offrir un cadre juridique reconnaissant que les ressources spatiales peuvent être utilisées. J'ai demandé son avis à **Jean-Yves Le Gall**, pdt du Cnes.

En savoir +



En circonscription au GD de LUXEMBOURG – Luxembourg (20-21 mai 2019)

Thèmes : POLITIQUE. Chambre des députés : **Fernand Etgen**, président ; **Claude Wiseler**, vice-pdt et **Marc Angel**, pdt de la commission des Affaires étrangères. / Hôtel de ville : **Isabelle Wiseler-Luma**, Échevine de la ville du Luxembourg. / Maison de l'Europe : **Yuriko Backes**, directrice. / Conférence "Regards croisés sur l'Europe" : **Charles Goerens**, député européen pour le DP (Parti démocratique). / Maison natale de Robert Schuman : **Jean-Marie Majérus**, directeur du centre d'études. / Conférence "Refondation de l'Europe" : **Bernard Moreau**, pdt du club Luxembourg-Economie et **Bruno Theret**, VP et fondateur du club. // COMMUNAUTÉ FRANÇAISE. Ambassade de France : **Bruno Perdu**, ambassadeur de France ; **Pascale Gay-Gressin**, Première conseillère ; **Johan Godin**, consul. // ENSEIGNEMENT. Lycée français : **Evelyne Regniez**, proviseur ; **Bruno Lorrain**, directeur exécutif ; **Pierre Cochet**, directeur de l'école primaire. // ENTREPRENEURIAT. House of Start-up : **Martin Guerin**, CEO de Luxembourg City incubator.

[En savoir +](#)



En circonscription au Royaume-Uni – (3 juin 2019)

Thèmes : ENSEIGNEMENT. **Comité de pilotage du plan École (Londres)** : **Jean-Pierre Jouyet**, ambassadeur de France ; **Claudine Ripert-Landler**, conseillère culturelle ; **Alexandre Holroyd**, député ; conseillers consulaires ; présidents et des directeurs d'écoles ; représentants des parents d'élèves ; enseignants.

[Plan Ecole](#)

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE. Remise de décoration à **Cécile d'Angelin** et **Olivier Morel** (pdt CCE UK).

[Décoration](#)



Collaborateurs

François Gheysens
Franck Trouilloud

Nos coordonnées

Palais du Luxembourg
15 rue de Vaugirard
75006 PARIS



Nous contacter



+33 (0)1 42 34 14 66



o.cadic@senat.fr

MENTIONS LEGALES

Vous recevez ce message car vous êtes inscrit sur la lettre électronique hebdomaire d'Olivier Cadic. Conformément aux dispositions de la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez vous opposer à l'envoi de nouveaux messages en cliquant sur le lien de désinscription ci-dessous.

[Désabonnement](#)